

# LE COMITE MONETAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL



## Quarante-Troisième Réunion

8 avril 2021

Déclaration n° 43-9

**Déclaration de Mr. Rosthom Fadli. Gouverneur**

**Algérie**

Au nom de l’Afghanistan, l’Algérie, le Ghana, l’Iran, la Libye, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie

**Déclaration de Mr. Rosthom Fadli, Gouverneur de la Banque d'Algérie,  
au nom de l'Afghanistan, l'Algérie, le Ghana, l'Iran, la Libye,  
le Maroc, le Pakistan et la Tunisie**

La crise du COVID-19 a fait payer un lourd tribut économique et entraîné des pertes tragiques en vies humaines et des souffrances humaines considérables. Aucun pays n'a été épargné. La réponse politique mondiale synchronisée, énergique et opportune a permis d'éviter une situation plus difficile, mais les sinistres sont encore significatifs et répandus.

La reprise s'accélère, même si son cap et son rythme sont fortement tributaires de la dynamique de la pandémie. Les conséquences à long terme de la pandémie sont également encore incertaines. La crise a pesé lourdement sur les pays à faible revenu, réduisant dans de nombreux cas, en quelques mois à peine, leurs acquis durement obtenus depuis des décennies en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions sociales.

Les groupes vulnérables - les jeunes, les femmes, les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs du secteur informel - ont été les plus durement touchés. La crise a enfoncé des millions de gens dans l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire grave, en plus des millions qui en souffrent déjà.

Sauver des vies, demeure toujours la principale priorité. Les multiples vagues du virus et sa propagation encore incontrôlée dans certaines régions font peser de sérieuses menaces sur la lutte mondiale contre la pandémie et d'autres pertes en vies humaines.

Le déploiement lent et inégal des vaccins, même dans certaines économies avancées, et sa disponibilité très limitée dans les pays à faible revenu, sont une source de grave préoccupation. Faciliter l'accès mondial à des vaccins efficaces et abordables est une responsabilité mondiale et une question d'éthique et de morale.

Nous appuyons le Plan d'Action Mondial de la Directrice Générale et sa bonne volonté de créer les conditions d'une sortie sûre de la crise suivie d'une reprise économique mondiale soutenue, forte et inclusive.

Nous saluons la reconnaissance par le Plan d'Action Mondial, des défis difficiles auxquels de nombreux pays en développement sont confrontés, dans le cadre de la réalisations des objectifs en matière de développement et de progrès social, tout en faisant face à de graves contraintes financières et à un endettement élevé.

Nous nous félicitons en outre de l'importance croissante du FMI accordée aux pays à revenu intermédiaire, car nombre d'entre eux sont confrontés à une croissance stagnante, et à d'importants besoins de financement dans des conditions de marché plus tendues.

Nous représentons un groupe hétérogène de pays et un mélange d'États fragiles et touchés par un conflit, d'économies à revenu intermédiaire et pionnières, et de pays exportateurs de pétrole. La crise a durement touché tous les pays de notre groupe.

Nos autorités ont réagi rapidement à la crise et mis en œuvre des mesures pour atténuer son impact sur les vies et les moyens de subsistance, certains de nos membres bénéficiant de facilités de fonds d'urgence et / ou de la ligne supérieure de crédit.

La reprise économique prend forme progressivement dans notre groupe, mais à des rythmes et à des degrés différents. Le rebond des prix internationaux du pétrole été favorablement accueilli par les exportateurs de pétrole de notre groupe, mais les pressions financières continuent de persister et des problèmes de diversification économique demeurent. Les pays importateurs de pétrole de notre groupe continuent de faire face à d'importants déséquilibres budgétaires et extérieurs et à une dette publique en hausse, bien que la hausse des envois de fonds ait apporté un certain soulagement.

Le redressement des pays à faible revenu les plus fragilisés est en outre entravé par le manque de marge de manœuvre budgétaire, le niveau d'endettement élevé, la baisse de l'aide et l'accès limité au financement. Tout en saluant les efforts internationaux en cours pour aider les pays à faible revenu, notamment par l'allègement du service de la dette du FMI et de la Banque Mondiale, et de l'initiative de suspension du service de la dette, dirigée par le G20, nous sommes fermement convaincus qu'une participation internationale plus large, y compris des créanciers privés, est essentielle compte tenu des vulnérabilités de l'endettement des pays à faible revenu et les incertitudes qui menacent leur viabilité économique à moyen terme. Les États fragiles et les pays touchés par un conflit et ceux qui accueillent des réfugiés dans la région MOANAP + méritent une attention particulière et une réponse opportune et proportionnée de la communauté internationale.

La réponse agile et proportionnée du FMI à la crise, notamment en élargissant ses panoplies de prêts augmentant les limites d'accès, a fourni une bouée de sauvetage essentielle aux pays membres confrontés à d'importants besoins de financement.

La crise évolue encore et il y demeure le besoin d'une aide d'urgence. Les demandes d'une quarantaine de membres sont toujours en suspens, y compris celle d'un grand pays de notre groupe. À cet égard, nous tenons à réitérer notre appel au Fonds pour que son soutien financier, ses conseils stratégiques et son renforcement des capacités soient mis à la disposition de tous ses membres de manière impartiale, sans exception.

Nous soutenons le FMI à intensifier ses activités sur les conséquences macro-critiques du changement climatique, de la numérisation, de la réduction de la pauvreté, de l'emploi des jeunes et de l'inclusion en général.

Notre groupe attend avec intérêt l'aboutissement positif d'une nouvelle allocation de DTS à hauteur de 650 milliards de dollars US, et encourage le FMI à travailler sur des options de réaffectation volontaire des DTS au profit des membres les plus pauvres.

Nous nous félicitons du doublement des nouveaux mécanismes d'emprunt, ainsi que du renouvellement des accords d'emprunt bilatéraux pour répondre à la demande globale élevée et croissante des membres en matière de ressources du FMI et de la transition vers des mécanismes de ligne supérieure de crédit.

Nous nous félicitons des travaux de la 16<sup>ème</sup> révision générale des quotes-parts et réaffirmons notre engagement en faveur d'un FMI fort, fondé sur des quotas et doté de ressources adéquates, au centre du filet de sécurité financier mondial.